|  |  |
| --- | --- |
| Question | Le rôle de l'infrastructure de sécurité dans la lutte contre le terrorisme et la protection des droits de l’homme |
| Comité  | Droit de l’homme  |
| Soumis par | la république française |
| Cosignataires | Le royaume de la Belgique, La république fédérale de Brésil, La république du cuba, Les Emirats arabes unis, Les états unis d’Amériques, Les états unis mexicains, La république d’Indonésie, Les pays Bas, La république des Philippines, L’état du Qatar et le royaume uni de grande Bretagne et d’Irlande du nord  |

CONSEIL DES DROITS DE L’HOMME,

*Affirmant que* le contrat de Le ministère de la Défense du Royaume-Uni renouvelle son contrat avec Capgemini, c’est prolongé jusqu’en décembre 2016, prévoit, dans la continuité du précédent, la fourniture des services d'application et d'infrastructure sécurisés permettant au ministère de la Défense de réaliser des transactions sécurisées avec plus de 2 000 fournisseurs. Chaque année, le service P2P traite un volume de transactions avoisinant les 14 milliards de livres sterling (environ 17,9 milliards d’euros),

*Démontrant* que l’effort budgétaire additionnel - amendement au Budget 2016 : 400 millions d'euros pour sécurité et la lutte contre le terrorisme (en complément des 200 millions d'investissements déjà réalisés en 2015, 40 millions prévus pour la sûreté de l'Etat et des 100 millions supplémentaires libérés pour la Défense),

*Déclarant* l’importance de la Déploiement de 520 militaires pour renforcer la sécurité,

*Soulignant* que l’acte terroriste de [7 juillet](https://fr.wikipedia.org/wiki/7_juillet) [2005](https://fr.wikipedia.org/wiki/2005), quatre [explosions](https://fr.wikipedia.org/wiki/Explosion) touchent les transports publics de [Londres](https://fr.wikipedia.org/wiki/Londres), faisant 56 morts et 700 blessés,

1. 8 h 50 : explosion dans le [métro](https://fr.wikipedia.org/wiki/M%C3%A9tro_de_Londres) à [Moorgate](https://fr.wikipedia.org/wiki/Moorgate_%28m%C3%A9tro_de_Londres%29)/[Aldgate East](https://fr.wikipedia.org/wiki/Aldgate_East_%28m%C3%A9tro_de_Londres%29)/[Liverpool Street](https://fr.wikipedia.org/wiki/Liverpool_Street_%28m%C3%A9tro_de_Londres%29) ;
2. 8 h 50 : explosion dans le métro à [Russell Square](https://fr.wikipedia.org/wiki/Russell_Square_%28m%C3%A9tro_de_Londres%29)/[King's Cross](https://fr.wikipedia.org/wiki/King%27s_Cross_St._Pancras) ;
3. 8 h 51 : explosion dans le métro à [Edgware Road](https://fr.wikipedia.org/wiki/Edgware_Road_%28sub-surface_lines%29).

*Affirmant* que La résolution 1373, adoptée le 28 septembre 2001 au lendemain des attentats du 11 septembre, a imposé des obligations à tous les Etats en matière de lutte contre le terrorisme et créé le Comité du contre-terrorisme (CTC ou Comité 1373),

*Soulignant que* le nombre d’attentats a sauté de 600% en quinze ans dans le monde sauf aux États-Unis, et en Europe,

*Affirmant que* le taux de mortalités dans le monde est en croissance. Depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis « seules » 45 personnes sont mortes, tandis qu’à Bruxelles, des djihadistes ont fait 31 morts en un seul jour et, au cours des attentats de Paris en novembre, ils ont tué 130 innocents. En 2014, au total, le terrorisme a tué 37.400 personnes au monde,

*Sachant* qu’au XXIe siècle, le nombre d’attaques et des victimes, a connu une augmentation avancée. Les quinze dernières années, les attentats terroristes sont passés de moins de 2.000 à peu près 14.000. Tandis que le nombre de tués, il a été multiplié par neuf.

1. Insiste que Les Etats ont tous les privilèges de prendre les mesures nécessaires pour protéger les droits de l’homme fondamentaux des personnes relevant de leur tribunal à l’encontre des actes terroristes, excluant le traitement de discrimination et de raciste avec l’accord de Equipe Spéciale de lutte contre le terrorisme (CTTF), l’organisation de Capgemini et les représentants de l’ONU comme ;
2. Les interrogations des états soutenu par le police de l’Interpol.
3. Expulsion des terroristes à leurs pays d’origine pour être juges selon leurs propres lois supervise par la Cour Internationale de Justice (ICJ).
4. Mettre fin à la torture pré jugée a des peines de mort, les actions inhumaines en toutes circonstances comme :
5. L’arrestation et l’interrogation avec l’électricité et le torture des hommes, sans des motifs de ces arrestations et la personne arrêter doit avoir la possibilité de donner son avis devant le juge
6. La condamnation préjugée pour des actes
7. Respect de la vie privée de chaque personne sans aucune intervention de L’Etat, dans :
8. Les écoutes sur les téléphones des personnes
9. Les comptes banquiers
10. La famille du suspect
11. Demandes-en instamment que si les droits de l’homme sont violés par un état, l’intervention des organisations en collaboration de l’ONU et le conseil de Droits de Lhomme comme le OHCHR est essentielle pour protéger la vie des hommes, et des conséquences auront lieu comme :
12. Exclure l’etat de le conseil de droit de l’homme
13. Arrêt des relations économiques et financières par L’ONU et les organisations non gouvernementales pour le démontrer que ce n’est pas possible de violer les droits de l’homme
14. Soulignant que la personne accusée des actions terroristes a le droit à une séance dans la cour pour lui donner le droit de se défendre et de prouver qu’il est innocent par la loi a l’accès :
15. D’un avocat bien conscient de la situation
16. A son dossier personnel incluent tous les informations sur lui
17. Aux témoignes anonymes pour l’aider.
18. Affirme solennellement que le refugie ne sont pas des terroristes mais qu’ils sont aussi des êtres humains qui recherchent des connaissances et des soutiens ;
19. S’assurer que les réfugiés sont présents dans ce pays légalement
20. Examiner les papiers de tous refugier sans discrimination et différenciation
21. Sécuriser les frontières et les bords de la migration illégale
22. Entretenir tous les papiers et les actes précèdent de tous refugiés